

## II - AFRIQUE CENTRALE

## ZAIRE

Point de situation  
Bruno Delage  
24 mai 1994

La situation reste bloquée en raison de l'incapacité de l'opposition de s'entendre sur le nom du Premier ministre. Les fidèles d'Etienne Tshisekedi et les opposants modérés qui étaient réunis au sein de l'Union sacrée de l'opposition, se sont séparés. C'est donc dans la confusion que le Parlement devra choisir, parmi cinq ou six candidats de "la famille politique opposée à celle du Président Mobutu", le futur Premier ministre. Kengo Wa Dondo paraît toujours le mieux placé pour être désigné.

La Troïka (France, Etats-Unis, Belgique) ne parvient pas, en raison de l'hostilité de Bruxelles envers Mobutu et de l'indécision de Washington, à jouer un rôle constructif au Zaïre. Il en va de même du représentant spécial du Secrétaire Général des Nations Unis, Lakhdar Brahimi.

Enfin, le Vatican a demandé à Mgr Monsengwo de se faire plus discret et de se replier au plus vite sur son diocèse en laissant aux laïques leurs responsabilités. Rome, en décalage avec les évêques et les fidèles africains à propos du rôle des prêtres et de la hiérarchie ecclésiastique dans les périodes de transition en Afrique, veut éviter de voir l'Eglise entraînée dans un combat qui n'est pas le sien.

## RWANDA

Les troupes du Front Patriotique Rwandais (FPR) se sont emparées le 22 mai de l'aéroport de Kigali et de la caserne de Kanombé qui le joutait. Cependant, l'armée gouvernementale résiste encore dans quelques secteurs de la ville.

Dans le reste du pays, dans la zone contrôlée par les troupes gouvernementales mais aussi, selon le HCR, dans la zone FPR, les massacres continuent. La trêve de deux jours (23 et 24 mai) acceptée par les belligérants et qui devait permettre à un représentant du

Secrétaire Général des Nations Unies, Iqbal Riza, de se rendre à Kigali pour négocier l'arrivée des troupes de la MINUAR (mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda), a été vite rompue. Iqbal Riza, bloqué en Ouganda, attend que les combats baissent d'intensité avant de se rendre au Rwanda. Mais les dirigeants du FPR semblent vouloir poursuivre la guerre jusqu'à la défaite complète de l'armée gouvernementale.

Le sommet des Chefs d'Etats de la région (Zaïre, Tanzanie, Ouganda, Burundi, Zambie, Kenya) prévu pour le 24 mai a été annulé. L'avantage pris sur le plan militaire par le FPR pousse certains d'entre eux à attendre maintenant la victoire des rebelles. Le Président Museveni notamment qui vient de quitter Kampala pour une visite d'une dizaine de jours en Norvège, au Danemark et en Autriche.

A Genève, Madame Michaux-Chevry devait intervenir le 24 mai devant la Commission des droits de l'Homme, réunie en session spéciale. Dans son discours, qui ne nous a pas été communiqué, elle devrait condamner le génocide, en soulignant qu'il est perpétré essentiellement par les forces gouvernementales, et demander la constitution d'un tribunal international pour juger les responsables des massacres.

A Paris, M. Douste-Blazy doit informer le gouvernement, lors du comité ministériel du 24 mai, des résultats de sa mission au Burundi et en Tanzanie où il a visité les camps de réfugiés rwandais. Le Quai d'Orsay pour sa part devrait proposer qu'un ministre français se rende à Kigali dès que les conditions de sécurité le permettront.

Enfin, la France est disposée à équiper, en partie, le contingent sénégalais qui, aux côtés de Tanzaniens, Zambiens, Nigériens, Ghanéens et Congolais, devrait intégrer la MINUAR (fourniture de 20 camions).